



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUTOMOTIVE CELLS COMPANY SE

140 AVENUE BRUGES
33520 Bruges

Références : 24-792

Code AIOT : 0100026477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement AUTOMOTIVE CELLS COMPANY SE implanté 140 Avenue d'Aquitaine 33520 Bruges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection visait à préciser le statut administratif de l'établissement au regard de la nomenclature des ICPE, et à vérifier l'application des prescriptions génériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUTOMOTIVE CELLS COMPANY SE
- 140 Avenue d'Aquitaine 33520 Bruges

- Code AIOT : 0100026477
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Automotive Cells Company est implantée historiquement à Bruges depuis 2021, dans d'anciens entrepôts.

Le groupe, né dans les années 2020, spécialisé dans l'industrie des batteries pour véhicules électriques, s'est développé rapidement. Le site de Bruges se consacre aujourd'hui à assurer la recherche et développement pour le groupe, avec une ligne de production de prototypes (environ 10000 cellules par an) et des installations de test.

L'établissement emploie environ 800 personnes en 2024.

Il est déclaré en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement depuis le 2 mars 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle périodique des installations	Code de l'environnement du 12/10/2007, article Article R512-55 à 60	Demande d'action corrective	3 mois
3	Solvants organiques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article Article 10.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I point 6.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9	Sans objet
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Annexe I point 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater les écarts aux prescriptions de fonctionnement génériques détaillés dans le présent rapport, qui ne semblent toutefois pas de nature à présenter un danger grave et imminent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE
Prescription contrôlée :

Depuis la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement.

Constats :

L'établissement est déclaré le 2 mars 2021 sous les rubriques:

- 1185 (gaz à effet de serre) - DC,
- 1978 (solvants organiques) - D,
- 2910 (combustion) - DC,
- 2925 (charge d'accumulateurs électriques) - D,
- 2940 (application, cuisson, séchage de vernis, peinture etc.) - DC.

Les natures et niveaux d'activité indiqués par l'exploitant et constatés lors de l'inspection sont cohérents avec les rubriques déclarées, à l'exception possible du travail mécanique des métaux (rubrique 2560), dont l'exploitant n'a pas pu préciser le niveau d'activité.

Par ailleurs, l'activité de charge des accumulateurs fait partie soit de l'activité de fabrication de ces batteries, soit de tests à fins de recherche et développement. Ces usages sont sensiblement différents de ce qui est généralement désigné comme « atelier de charge de batteries ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionne, sous un mois, quant au classement sous la rubrique ICPE 2560 « travail mécanique des métaux ».

Par ailleurs, il appartient à l'exploitant, le cas échéant, d'identifier les produits qui pourraient soumettre son activité aux rubriques 4xxx de la nomenclature.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle périodique des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article Article R512-55 à 60

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle périodique des installations

Prescription contrôlée :

Article R512-55

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. (...)

Article R512-58

Pour chaque catégorie d'installations, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-10 fixent les prescriptions sur le respect desquelles porte le contrôle périodique et définissent celles dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1. (...)

Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.

Constats :

Le contrôle périodique des installations déclarées sous les rubriques 1185, 2910 et 2940 n'a pas

<p>encore été effectué.</p> <p>L'échéance réglementaire de six mois après la déclaration initiale était le 2 septembre 2021.</p> <p>L'exploitant a transmis ultérieurement à l'inspection un devis validé portant sur le contrôle périodique réglementaire de ses installations classées, qui est prévu en janvier 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède sous 3 mois aux contrôles périodiques requis et communique le/les rapports à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Solvants organiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article Article 10.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 - Article 10.1</u></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>L'exploitant calcule sa consommation annuelle des solvants pour chaque activité, selon la définition de l'article 3, sur l'ensemble du périmètre pertinent, incluant le cas échéant plusieurs activités entraînant le classement au titre de la rubrique 1978. Les documents justifiant de la consommation annuelle de solvants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de chaque installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et lui est transmis annuellement si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an.</p> <p>La surveillance en permanence des émissions canalisées de l'ensemble des COV est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, (...) le flux horaire maximal total (canalisé et diffus) de COV auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de COV halogénés auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H341 ou H351 dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés). (...)</p> <p>Dans les autres cas, des mesures périodiques sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une fois par an si la consommation de solvants est supérieure à 1 tonne par an ; - au moins tous les 3 ans si la consommation de solvants est inférieure à 1 tonne par an. (...)

<p>Constats :</p> <p>Le solvant principalement utilisé dans l'établissement est le N-méthyl 2-pyrrolidone (« NMP »), dans la solution revêtant la cathode des batteries. Sa fiche de données de sécurité a été consultée (le produit est notamment reprotoxique).</p> <p>L'exploitant indique ne pas encore avoir réalisé de plan de gestion des solvants, mais que son premier plan est en phase de validation. Il indique également se situer <i>a priori</i> sous le seuil des 15 kg/h visés pour la surveillance en permanence des émissions canalisées. L'exploitant indique par ailleurs ne pas avoir encore fait procéder aux mesures périodiques réglementaires.</p> <p>On note que le solvant utilisé, le NMP, porte la mention de danger H360D (reprotoxique). Le flux seuil pour la surveillance en permanence des émissions canalisées est de 2 kg/h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous trois mois, son plan de gestion des solvants pour l'année écoulée.</p> <p>Le cas échéant, selon le flux des émissions, il met en œuvre la surveillance en permanence des émissions, ou fait procéder, sous 3 mois, aux mesures périodiques réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Dispositions constructives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Annexe I point 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Implantation – aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article s'applique au local où se situe l'installation de charge dès lors qu'il peut survenir dans celui-ci des points d'accumulation d'hydrogène. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a montré que plusieurs caractéristiques des installations ne respectent pas les dispositions constructives prévues dans le point 2 de l'arrêté ministériel : mur partiellement non coupe-feu en salle 1B, stabilité au feu et épaisseur insuffisantes des murs de la cellule de testing, distances aux limites de propriété et comportement au feu des bâtiments insuffisants dans le nouvel atelier n°3...</p> <p>L'exploitant indique que les prescriptions du point 2 de l'arrêté ne s'appliquent pas à ses installations, du fait qu'il ne produit que des batteries lithium-ion sans dégagement d'hydrogène en condition normale de charge.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les dispositions constructives de l'établissement sont actuellement suffisantes au vu du process, mais ne permettraient pas la charge de batteries susceptibles de dégager de l'hydrogène en condition normale de charge.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article Annexe I point 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de la pollution rejetée
Prescription contrôlée : « Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.2 est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. (...) »
Constats : L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de mesure de la pollution atmosphérique rejetée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise, sous trois mois, une mesure de la pollution atmosphérique rejetée conformément aux dispositions du point 6.3 de l'annexe I.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois